



LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME

**LDH DUNKERQUE**

Journal de la Section de l'Agglomération Dunkerquoise - Supplément à HOMMES ET LIBERTES  
Adresse : M.J.C. Dunkerque - 43, rue du Docteur Louis Lemaire

## EDITORIAL

# LA LIGUE AU FRONT

### Article 15 DE LA DECLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME

Tout individu a droit à une nationalité. Nul ne peut être arbitrairement privé de sa nationalité, ni du droit de changer de nationalité.

Il n'est pas habituel que la Ligue des Droits de l'Homme s'adresse directement aux citoyens.

Pourtant quand la situation l'exige, elle se doit de rappeler les principes sur lesquels elle a établie son action : créée en 1898 par l'Avocat Bordelais Ludovic TRARIEUX pour dénoncer les atteintes aux droits de l'homme en pleine affaire DREYFUS, la Ligue s'honore d'avoir toujours mené un combat pacifique mais ferme pour le respect de l'idéal républicain qui est matérialisé par les trois mots de : LIBERTE, EGALITE, FRATERNITE.

Aujourd'hui, la Ligue s'adresse à vous pour attirer votre attention sur les dangers que représentent ceux qui utilisent la crise économique et les difficultés rencontrées par les Français pour attiser la haine raciale, l'intolérance, le refus de la différence.

Nous, ligueurs ne pouvons accepter cet état de faits. Nous sommes de ceux qui pensent que la France, pays multiracial et pluriculturel s'enrichit de la confrontation des différences. Une société refermée sur elle-même est condamnée, à plus ou moins long terme, à une déchéance inéluctable. Au contraire, notre pays ouvert aux influences culturelles de toutes sortes renaît et notre histoire prouve tous les jours combien nous devons aux femmes et hommes venus chez nous.

Terre de libertés universellement reconnue, la France est aujourd'hui terre d'asile et de refuge pour les opprimés du monde entier. Elle est considérée par ceux qui souffrent de répression comme le pays des droits de l'homme. Ne laissons pas ceux qui revendiquent leur état de français remettre en cause cet acquis issu de notre tradition républicaine.

La Ligue restera ferme sur ses principes. Vous qui êtes d'accord avec nous, venez nous rejoindre.

## Contre la réforme du Code de la Nationalité française

Voici le texte intégral de l'appel lancé par plus de 100 organisations, dont la L.D.H. contre le projet de réforme du Code de la Nationalité.

*Le projet de réforme du Code de la Nationalité, adopté en Conseil des Ministres malgré l'avis du Conseil d'Etat, constitue une grave régression. En remettant en cause le droit du sol, il revient sur un principe très ancien de notre droit, constamment réaffirmé par la tradition républicaine. Son adoption ramènerait à plus de cent ans en arrière une législation qui a contribué à façonner le visage actuel de la France.*

*Les mesures proposées excluent de l'acquisition de plein droit de la nationalité française des enfants d'étrangers, nés en France et qui y résident. Désormais, ces jeunes devront réclamer la nationalité française qu'ils ne pourront obtenir qu'à des conditions très sélectives et après une longue procédure.*

*Les conjoints de Français seront soumis aux incertitudes et à l'arbitraire de la procédure de naturalisation. Ce projet frappe ainsi de suspicion tout mariage mixte.*

*Il est faux de prétendre que ces mesures ont pour vocation « d'éviter d'intégrer des personnes qui ne le souhaitent pas ou n'en n'ont pas la conscience », ou de faire obstacle « à des actions frauduleuses ».*

*Ces dispositions sont indissociables de la loi du 9 septembre 1986 sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers dont l'application massive et sans retenue montre que nous ne nous étions pas trompés en dénonçant les dangers qu'elle faisait courir aux droits des immigrés et aux libertés publiques : La réforme du Code de la Nationalité que rien ne justifie, n'est qu'une nouvelle concession aux discours racistes et xénophobes. Les mesures proposées exclueront de la nationalité, donc livreront à l'arbitraire administratif et policier des jeunes nés en France, y ayant toujours vécu, éduqués dans ce pays, essentiellement au motif que leur « sang » n'est pas français, comme si le fait d'être né et d'avoir été élevé dans un pays ne créait pas de liens aussi forts que la circonstance d'être né d'un père ou d'une mère qui en a la nationalité.*

*De telles dispositions, si elles étaient votées, viendraient renforcer encore la situation et le sentiment d'inégalité et de précarité des populations immigrées. Elles visent particulièrement des jeunes insérés par l'école ou des liens familiaux avec des Français. Leur retirer la certitude d'acquisition de la nationalité française, c'est accroître les difficultés d'insertion, c'est donc prendre le risque de déstabiliser la société toute entière.*

*Nous ne voulons pas croire que des parlementaires acceptent de voter un texte qui pose de tels problèmes moraux et politiques. Nous faisons appel à la conscience de chacun d'eux.*

*Les associations, mouvements et organisations soussignés appellent à une mobilisation et à des initiatives communes contre ce projet.*



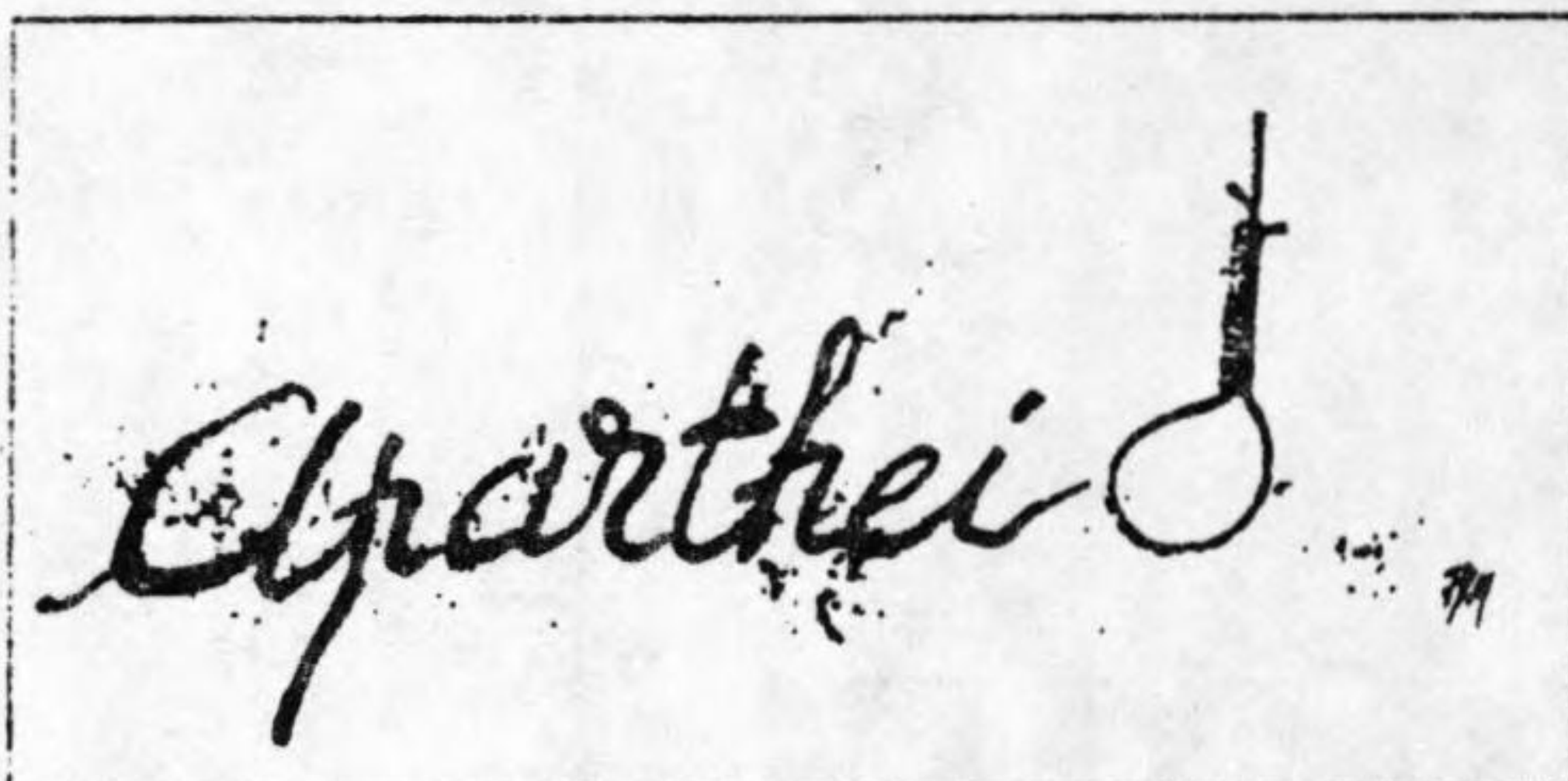
## LA CAMPAGNE

Notre objectif :

que des milliers de cartes postales  
aboutissent sur le bureau  
de Monsieur ORTOLI, PDG de TOTAL.

Si ces pressions ne devaient pas suffire,  
nous appellerons par voie de presse à un boycott.

**ENVOYEZ LA CARTE POSTALE  
AU PDG DE TOTAL.**



**Ministère de l'Énergie, Électricité et Gaz**

Le système d'apartheid ne survit que grâce à la répression. Les entreprises qui appuient sur la collaboration industrielle et commerciale des pays occidentaux.

Notre campagne vise à empêcher de la sorte que vous n'aidiez en Afrique du Sud le caractère hautement stratégique de ses activités pour le pétrole et l'embargo imposé à son économie.

Notre espoir est que vous sachiez, comme les autres compagnies pétrolières présentes en Afrique du Sud, que l'adhésion à un certain nombre de lois qui imposent le respect des droits de l'homme et l'approvisionnement des lieux de production.

En conséquence, si vous demandez personnellement à votre directeur de vous aider à convaincre le gouvernement de ne pas adhérer à ces lois, vous serez en mesure de faire passer la seconde phase de la campagne (boycott).

Veuillez adresser : Monsieur le Président-Directeur Général  
Total-CPF  
5, rue Michel Ange  
75781 Paris cedex 16

**DIFFUSEZ LA AUTOUR DE VOUS, FAITES LA  
SIGNER ET ENVOYER A TOTAL.**

**DIFFUSEZ CE DEPLIANT, INFORMEZ VOS AMIS.**

**VOUS ETES MEMBRE D'UNE ORGANISATION,  
D'UNE SECTION, D'UNE ASSOCIATION ? FAITES  
LA ADHERER A LA CAMPAGNE.**

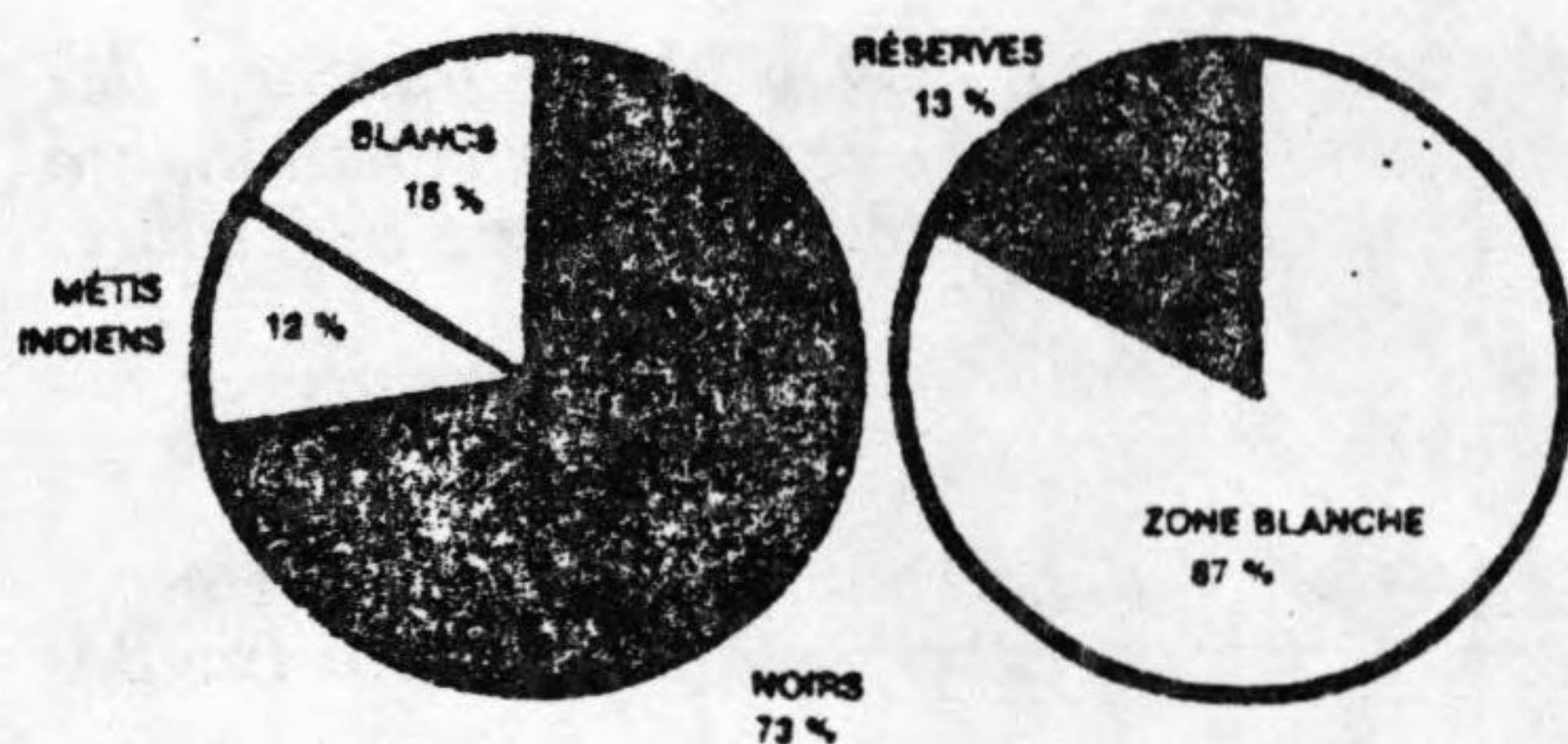
**CREEZ UN «COMITE CAMPAGNE TOTAL» :**  
vous y organiserez la diffusion de l'information et  
d'autres formes de pression morale sur TOTAL,  
vous y préparerez le passage éventuel à la seconde  
phase de la campagne (boycott).

## L'APARTHEID

Un système racial de domination instauré par les  
colons blancs en Afrique du Sud. Le terme signifie  
«séparation» (des races).

En Afrique du Sud tout individu est dès la naissance  
classé selon sa «race». S'il est «noir», il n'a aucun  
droit politique.

Les Noirs sont en effet déclarés citoyens des ban-  
toustans : il s'agit de 10 réserves couvrant 13 % de  
la superficie du pays, dont sont censés dépendre 25  
millions de Noirs, soit 73 % de la population.



### L'Apartheid, c'est :

- 13 millions 1/2 de Noirs déportés dans les bantoustans en 20 ans.
- 9 millions de Noirs contraints de vivre dans des ghettos en zone «blanche» : les townships.
- la ségrégation complète dans l'habitat, l'enseignement, la santé, etc.
- 22 % des crédits de l'éducation pour 73 % de la population (7 fois moins par élève noir que par élève blanc).
- 1 médecin pour 330 Blancs contre 1 pour 12 000 Noirs.
- 10 % des enfants noirs qui meurent avant l'âge d'un an (contre 2 % chez les Blancs).
- des lois répressives autorisant la détention illimitée sans inculpation.
- l'état d'urgence et l'armée qui occupe les townships et les écoles noires.



## CAMPAGNE

### POUR LE RETRAIT DE TOTAL-CFP D'AFRIQUE DU SUD

#### ASSOCIATIONS PARTICIPANTES

au 19 novembre 1986

ASSOCIATION CONTRE LA FAIM	CFDT CAISSE D'ÉPARGNE
CEDETIM	CGT CORRECTEURS
CIMADE	MAN
CENTRE DE RECHERCHE ET D'INFORMATION AFRIQUE AUSTRALE	MJCR
FFN	MAA
FRÈRES DES HOMMES	PEUPLES SOLIDAIRES
LDH	TERRES DES HOMMES
JCR	UNEF-ID
LCR	SNI-PEGC
PSU	GSI
SOS-RACISME	CRID

**COORDINATION :**  
**MOUVEMENT ANTI-APARTHEID**  
B.P. 109 - 75463 PARIS CEDEX  
Tél. : 47.70.29.09

## TOTAL :

### TOTALEMENT COMPROMIS

L'Afrique du Sud n'a pas de pétrole :  
c'est son «talon d'Achille». Soumise à un  
embargo pétrolier, elle a besoin de la  
complicité des compagnies pétrolières  
occidentales, comme TOTAL.

### En effet, TOTAL

■ raffine et distribue le pétrole : sa  
filiale TOTAL SOUTH AFRICA  
détient 13,5 % du marché de la dis-  
tribution avec 700 stations services,  
et contrôle 30 % de la raffinerie de  
Natref à Sasolburg.

■ participe à la recherche et à l'ex-  
ploitation charbonnière par l'inter-  
médiaire de sa filiale TESA (85,1%)  
qui possède 50 % des parts de la  
mine de charbon sud-africaine  
d'Arthur Taylor et 30 % de celle  
d'Ermelo.

■ possède 10 % de la mine d'ura-  
nium de Rössing, sur le territoire de  
la Namibie que l'Afrique du Sud a  
colonisée et occupe militairement.

■ a un contrat d'exportation de  
15 000 tonnes d'uranium sur  
10 ans.

LE PRESIDENT DE LA LIGUE DES DROITS DE  
L'HOMME REpond A MESSIEURS PASQUA ET  
MALHURET A PROPOS DES EXPULSIONS DES  
101 MALIENS.

Monsieur Yves Jouffa a déclaré :

"Monsieur PASQUA soutient qu'il n'a fait  
qu'appliquer la loi. Supposons-le un ins-  
tant : c'est alors la preuve que la loi est  
mauvaise, comme la Ligue des Droits de l'Hom-  
me l'a soutenu dès qu'elle a connu le projet.  
Substituer l'autorité administrative, c'est  
à dire la police, à l'intervention de l'au-  
torité judiciaire, c'est une régression de  
l'état de droit.

Mais la loi du 9 septembre 1986 a-t-elle  
vraiment été appliquée ? Elle prévoit que  
"Dès notification de reconduite à la fron-  
tière, l'étranger est immédiatement mis en  
demeure d'avertir un conseil, son consulat  
ou une personne de son choix". On sait que  
cela n'a pas été fait.

A cette violation de la loi, on peut se de-  
mander si ne s'ajoute pas une violation du  
protocole 4 additionnel à la Convention Eu-  
ropéenne des Droits de l'Homme qui dispose  
que les Etats contractants ne doivent pas  
procéder à des "Expulsions collectives".

J'ajoute que je voudrais être sûr qu'aucun  
des expulsés n'aura d'ennuis graves dans  
son pays d'origine, alors que plusieurs  
d'entre eux ont crié au moment de leur dé-  
part qu'ils craignaient des mesures de ré-  
pression.

Quant à ce pauvre Monsieur Malhuret, il ne  
trouve rien d'autre à dire que de demander  
d'être prévenu la prochaine fois, j'aurai  
la charité de ne pas insister sur le rôle  
qu'il accepte de jouer.

Sans aucun doute, réserve-t-il toute son  
ardeur pour s'opposer à la scandaleuse mo-  
dification du Code de la Nationalité que  
prépare le gouvernement dont il fait  
partie".

(Paris, le 21 octobre 1986)

Rapport disponible sur les expulsions  
(Pour 10 F). Rapport effectué directement  
auprès des expulsés au Mali.



PLUS JAMAIS CA !

Les familles des victimes des violences policières perpétrées notamment lors des manifestations pacifiques des étudiants et des lycéens, ont décidé d'engager une action en justice pour que toute la vérité soit établie et que soient identifiés et sanctionnés les responsables de ces violences.

Outre les honoraires d'avocats, les procès coûtent cher, d'autant plus que les frais de l'instruction peuvent être majorés pour dissuader les plaignants de se constituer partie civile. Aucune des familles concernées ne doit être empêchée de porter plainte pour des raisons financières. C'est pourquoi nous en appelons à votre solidarité. Les dons sont à adresser au :

C.C.P. 218 25 D PARIS

A l'ordre de la LIGUE DES DROITS DE L'HOMME

Avec la mention : "COMITE DES FAMILLES ET DE SOLIDARITE AUX VICTIMES DES VIOLENCES POLICIERES".

Par ailleurs, nous renouvelons notre appel à témoins.

COMITE DES FAMILLES ET DE SOLIDARITE AUX VICTIMES DES VIOLENCES POLICIERES.

Paris, le 15 décembre 1986

# REPRESSION MEURTRIÈRE

Pendant deux semaines, Etudiants et Lycéens, opposés aux projets de réforme des Universités et des Lycées ont exprimé leur refus par des manifestations multiples et résolument non violentes.

En réponse à ces mouvements pacifiques et sereins, le gouvernement a utilisé des méthodes d'une violence inouïe avant d'accepter les revendications: plusieurs blessés graves et un jeune étudiant magrébin pourchassé, massacré.

La Ligue des Droits de l'Homme, le M.R.A.P. (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) et S.O.S.-Racisme condamnent gravement:

\* La réapparition des "Brigades de voltigeurs".

L'emploi de pareilles violences à l'égard de manifestants est intolérable.

\* L'infiltration des forces de police par des militants d'extrême-droite à l'influence grandissante.

\* Le laisser-faire total des forces de police pendant plusieurs heures à l'égard de casseurs, au point que tout le monde s'interroge sur les complicités dont ils bénéficiaient.

\* Les méthodes racistes et les "bavures" policières couvertes d'avance par le gouvernement.

La mort de MALIK OUSSEKINE l'illustre tristement, mais aussi hélas celle d'ABDEL BENYAHIA à Pantin (dont la mort a été cachée plusieurs jours), mais aussi hélas les contrôles de plus en plus fréquents dont sont victimes les jeunes aujourd'hui.

\* Les atteintes à la liberté d'expression et de manifestation.

(Où est passé Mr MALHURET, Secrétaire d'Etat aux Droits de l'Homme).

Aujourd'hui, nous, militants antiracistes, défenseurs des Droits de l'Homme, nous pleurons MALIK, nous nous indignons des blessures subies par les Etudiants et Lycéens. Avec Etudiants, Lycéens, Parents d'Elèves, Syndicalistes, nous sommes venus dire:

\* MALIK, A PARIS AUJOURD'HUI, DEMAIN TON VOISIN ?

\* NON, PLUS JAMAIS CA !

L.D.H. M.R.A.P. S.O.S. Racisme

Dunkerque le 10 Décembre 1986.

## ENFANT SANS PAYS

Dur sacrifice pour ton père  
Venu travailler sur la terre  
Qui n'était pas la sienne,  
Tu es né, elle n'est pas tienne  
Tu n'as pas de culture  
Si, mais elle est «impure»  
Mélange de deux continents  
Toi, tu vogues entre deux océans  
Dilemme, que choisir ?  
Où est la solution,  
Le mauvais, le bon  
Tu atteindras les rides  
D'un vieillard apatride.

ABBOS

POUR LA LIBERTE D'EXPRESSION



CONTRE LE RACISME ET LA



• • TÊTE DE TURC •

par Gunter Wallraff, traduit de l'Allemand par Alain Brossat et Klaus Schuffels, Editions La Découverte.

Deux ans et demi dans la peau d'un ouvrier turc en Allemagne de l'Ouest.

Journaliste plus qu'enquêteur, taupa de la vérité, Gunter Wallraff nous révèle des faits qui se déroulent quotidiennement dans la société ouest-allemande. Il faut faire un effort pour se persuader que les événements que vit le journaliste se déroulent en 1984/1985. Allemand aux yeux clairs, Gunter Wallraff devient « turc » ; lentilles de contact foncées, perruque noire, dialecte approximatif.

Pour Gunter devenu « Ali », c'est aussitôt la misère, l'exclusion, les brimades, le racisme au quotidien dans une démocratie européenne. Page après page, on descend toujours plus bas, « Tout en bas » (« Gans unten » en allemand, c'est le titre original du livre), on plonge dans le monde du sous-prolétariat, du silence où lois sociales et conditions d'hygiène n'existent pas, un monde où les hommes sont contraints de travailler jusqu'à l'épuisement total, dans des conditions extrêmement dangereuses.

Dans une société hyper-protégée comme la RFA où 10 ans de social-démocratie ont apporté une sécurité incomparable à chaque salarié, la descente aux enfers de Wallraff n'en a que plus de retentissement.

« Ali » fera toutes sortes de boulots intérimaires : journalier dans une ferme avec pour tout salaire logement dans une « vieille bagnole rouillée » et nourriture, homme à tout faire chez Mac Donald's, le roi du fast-food, où le chiffon sert indifféremment à nettoyer les tables et les WC, manoeuvre dans le bâtiment : loué par une entreprise de sous-traitance, petite mafia de négriers enrichie sur le dos d'une main-d'œuvre sous-payée 10 heures par jour, sans papiers, sans fiches de paie, sans sécurité sociale.

« Ali » plonge dans l'enfer de l'esclavagisme moderne des usines métallurgiques Thyssen. On envoie les ouvriers immigrés dans les émanations de gaz quand les machines signalent un danger toxique, sans masque, sans casque, Corvéables à merci, chez Thyssen, les ouvriers peuvent arriver un matin à 6 heures et repartir le lendemain à 14 heures, s'ils refusent, c'est la porte, le chômage, d'autres attendent prêts à prendre la place...

Gunter-Ali sera cobaye dans l'industrie pharmaceutique « un boulot très spécial » où sont appréciés les étrangers, turcs, indonésiens, réfugiés politiques et qui consiste à tester des médicaments dont les effets secondaires ne sont pas absents et provoquent des troubles sérieux, ceci pour le seul profit des grands trusts pharmaceutiques.

Mais au-delà de ces affreuses conditions de travail, Wallraff nous montre aussi de « l'intérieur » ce que jamais personne encore n'avait montré : c'est qu'être turc en RFA, ce n'est pas plus enviable que d'être noir en Afrique du Sud ; « lorsque j'entrais dans un café, on se contentait de m'ignorer, je n'arrivais pas à consommer tout simplement... ». Dans certains cafés, les tenanciers affichent cette pancarte : « Etrangers indésirables ». Sur les chantiers, le racisme ambiant est le même ; Wallraff explique que les Turcs, souvent, renoncent à apprendre l'Allemand pour mieux se protéger des insultes.

Après la sortie du livre, les ouvriers turcs ont accueilli Wallraff triomphalement, cet Allemand qui a vécu leurs problèmes, leurs humiliations quotidiennes, leur traumatisme culturel. Il faut ajouter que Wallraff reverse la majeure partie de ses recettes de librairie à un « Fonds de solidarité avec les étrangers », ce journaliste hors du commun est aussi un militant.

Quel courage ! Sa remarquable résistance, il est marathonnier, lui a évité le pire. Aujourd'hui encore, plusieurs mois après ses expériences, Gilles Perrault nous révèle dans sa préface que Wallraff « crache une boue noire et son organisme n'a pas fini d'éliminer les saloperies testées sur lui par les laboratoires pharmaceutiques frankensteinien. Le journalisme à haut risque, ajoute encore Gilles Perrault, ne se pratique pas seulement dans les banlieues de Beyrouth ou de San Salvador ».

« Tête de Turc » a eu un extraordinaire succès en Allemagne. Ce livre est un livre brillant qui se lit comme un roman mais le thème soulevé a provoqué aussi une prise de conscience nationale, déclenché des actions en justice, des enquêtes au sein des entreprises, des négriers ont été poursuivis pour leurs abus, des ministres ont dû répondre à des questions de députés et des textes de lois sont en préparation pour mettre un terme aux pratiques mises en lumière par Wallraff.

tres ont dû répondre à des questions de députés et des textes de lois sont en préparation pour mettre un terme aux pratiques mises en lumière par Wallraff.

En France, comme le souhaite Gilles Perrault, nous attendons notre Wallraff « dans cette France » qui ne cesse de s'opacifier aux yeux des Français, nation de plus en plus éclatée en peuplades hermétiques dont chacune s'angoisse de l'image fantasmagorique qu'elle se forme des autres : immigrés, délinquants, jeunes, chômeurs... Nos Turcs attendent ».

## Têtes de Turcs en France

En Allemagne fédérale, le livre du journaliste Gunter Wallraff, *Tête de Turc* (en français aux Editions La Découverte), a reçu un accueil exceptionnel : plus de deux millions d'exemplaires vendus en cinq mois, un débat public sans précédent. En France également, toute la presse écrite et audiovisuelle a salué ce livre, et 60 000 exemplaires ont été vendus dans les trois premières semaines.

Mais tous les lecteurs français se posent les mêmes questions : y a-t-il chez nous des situations aussi dramatiques que celles décrites dans *Tête de Turc* ? Y a-t-il en France des marchands d'esclaves, des négriers des temps modernes qui exploitent la main-d'œuvre immigrée ? Le racisme ordinaire est-il aussi violent ? Et à toutes ces questions, la majorité de ceux qui vivent en France est incapable de répondre.

C'est pourquoi nous avons pris l'initiative, avec le soutien des associations soussignées, de lancer une grande enquête sur les conditions de travail et de vie des immigrés en France. Nous appelons donc tous ceux et toutes celles, immigrés ou français, qui vivent des situations de travail ou de vie analogues à celles décrites dans *Tête de Turc*, ou qui en ont connaissance, à nous adresser leur témoignage :

- soit en nous écrivant à l'adresse suivante :

**"Têtes de Turcs en France"**  
c/o Editions La Découverte  
1, place Paul Painlevé, 75005 Paris

- soit en prenant contact avec la permanence téléphonique suivante :

**"Têtes de Turcs en France"**  
(1) 45.31.43.38

pour convenir d'un rendez-vous.

Ces témoignages seront publiés dans des organes de presse ou sous forme d'un livre, après accord des intéressés. L'anonymat sera bien sûr respecté pour tous ceux et celles qui en feront la demande.

De même, nous appelons toutes les personnes intéressées en province à relayer localement cette initiative, en recueillant des témoignages, en les faisant publier dans la presse locale et en les retransmettant à l'adresse ci-dessus.

Gunter Wallraff, Gilles Perrault, François Cèze,  
Editions La Découverte.

Avec le soutien de :

• Accueil et promotion • Association Villenne • CAIF (Conseil des associations d'immigrés en France) • Cederum • CEMIL (Centre d'information et d'études sur les migrations) • La CIMADE • FASTI (Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés) • Fédération nationale ten la grange • GISTI (Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés) • Ligue des droits de l'homme • MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) • Service national de la pastorale des migrants • Solidarité Français-migrants • SOS Racisme • Université alternative antiraciste pour l'égalité.

### bulletin d'adhésion

JE SOUSSIGNÉ(E)

Prénoms :

Adresse :

Téléphone (éventuellement) :

Date de naissance :

Profession :

**SOLLICITE MON ADHÉSION A LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME**

Je m'engage à défendre en toutes circonstances les principes inscrits tant dans les Déclarations des droits de l'homme de 1789 et de 1793, que dans la Déclaration universelle de 1948, et notamment l'égalité des droits, sans aucune distinction de "race", les libertés de conscience, d'opinion et d'expression, la laïcité de l'Etat et de l'école publique et la résistance à toutes formes d'oppression.

#### COTISATION ANNUELLE (1987)

Individuelle : 300 F  
Couple : 450 F  
Etudiant ou personne en difficulté : 150 F

L'adhésion comprend l'abonnement à *Hommes & Libertés* (50 F).

A

le

Signature

A retourner à :

L D H - M.J.C. DE DUNKERQUE

## L'IMMIGRÉ

Le sac sur l'épaule  
De sa tête  
La tête sur l'épaule  
De sa tête  
Les idées dans le sac  
De son sexe  
Dans le sac  
De son cœur  
Dans le sac  
De ses rêves  
Et les sacs plein le corps  
Il se demandait  
S'il devait laisser le sac  
Qui contenait son identité  
Son centre de gravité  
Ou sa tête avec son identité.  
Il opta pour ses papiers  
D'identité  
De crainte d'être refoulé  
Et refoula son identité  
De crainte d'être refoulé.

Fatiha Berezak  
(Sans frontière, 23 mars 1980)

ligue des droits de l'homme  
cent poèmes  
contre le racisme



choisis par

Claire Etcherelli, Gilles Manceron, Bernard Wallon  
Préface de Elie Wiesel

le cherche midi éditeur



## FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME

## Rapport de mission de la F.I.D.H. 1986

## A - EUROPE :

Nous y avons effectué 7 missions dans 7 pays diffé.

1° - YUGOSLAVIE : mission d'observation judiciaire. Juge au Tribunal de Grande Instance de CRETEIL. (Ar

2° - TCHÉCOSLOVAQUIE : mission de Patrick BAUDOUIN, général adjoint, afin de rencontrer Ladislav LIS, F.I.D.H., vivant en résidence surveillée à cent k afin de coordonner avec lui la liaison entre la F.I.

3° - URSS : tentative de mission d'observation judiciaire. AMSELLEM, avocat au Barreau de MARSEILLE, pour assister Jacob LEVINE: visa refusé.

4° - TURQUIE : mission d'observation judiciaire de SANGUINETTI devant la Cour Martiale d'ISTANBUL.

5° - POLOGNE : tentative de mission d'observation judiciaire. Maître SUTER, avocat au Barreau de PARIS, pour assister un mathématicien polonais devant le Tribunal de VARSOVIE (MOMULI): refus de visa.

6° - ESPAGNE : mission d'observation judiciaire de devant le Tribunal de MADRID (Procès des Basques ex

7° - HOLLANDE : mission d'observation judiciaire. avocat au Barreau de PARIS devant la Cour Suprême d (demande d'extradition anglaise contre KELLY et MAC

## B - AMERIQUES

Nous y avons effectué 14 missions, dans neuf p.

1° - CHILI :

a) Enquête de la Commission Chilienne des Droits de par la F.I.D.H. sur une série d'enlèvements suivis intervenues dans le courant de l'année 1985.

b) Mission de Maître François JULIEN LAFERRIERE, avocat au PARIS, et du docteur Bernard TAYON, membre de MEDECINS DU sur les conditions de détention et de soins des détenus

c) Mission de Maître KATZ, avocat au Barreau de PARIS, et Magistrat, sur la situation des membres de la Commission des Droits de l'Homme à la tentative d'assassinat contre

2° - MEXIQUE :

a) Mission de Maître KATZ, avocat au Barreau de PARIS et américaines sur la situation des réfugiés guatémaltèques

b) Mission de Maître Toulat, avocat au Barreau de PARIS, TOULAT, secrétaire de la Commission Française de Justice sur la situation des réfugiés guatémaltèques

c) Mission générale d'enquête de Monsieur FERRARI-LOPE parlementaire sur la situation des droits de l'homme

d) Mission d'enquête de Daniel JACOBY, secrétaire général de deux Magistrats : Antoine GARAPON et Blandine FROM des communautés indiennes dans différents états du M

3° - HAÏTI : mission de Christian ROSTOKER, secrétaire sur la situation de 36 prisonniers haïtiens, avant DUYALIER, ayant abouti à la libération de ces pris

4° - PEROU : mission d'Antonio GARCIA, Président et Vice-Président de la F.I.D.H. et de Maître FEDE de PARIS, sur la situation générale des droits de

5° - SALVADOR : mission de Fabienne LENOIR sur la des droits de l'homme dans ce pays.

6° - GUATEMALA : mission de MM. René ROUQUETTE, PARIS, Alain BRETON, ethnologue, et Antoine GARA sur la situation des droits de l'homme dans ce pays, la situation et la situation du G.M.

7° - HONDURAS : mission de Maître KATZ, avocat au Barreau de PARIS, Maurice BARTH, Prêtre représentant la CIMADE, et Anto HARTIKAINEN juriste finlandais, sur la situation des réfugiés salvadoriens séjournant dans des camps.

8° - CANADA : mission d'enquête au LABRADOR sur la situation des esquimaux de Maître AISENSTEIN, avocat au Barreau de PARIS, Danielle PETIT, trésorière de la F.I.D.H., et trois personnalités canadiennes et nord-américaines avec le concours de la Ligue des Droits et Libertés du QUEBEC.

9° - BRESIL : mission d'enquête de Monsieur Jean Paul COULLOMB, Vice-Président du Tribunal de Grande Instance de CRETEIL, sur la prostitution enfantine au BRESIL.

## C - AFRIQUE :

1° - ALGERIE :

a) première mission de Maître SENHOR, avocat au Barreau de PARIS pour s'enquérir des motifs des poursuites engagées à l'encontre des dirigeants de la Ligue Algérienne des Droits de l'Homme et de leurs conditions de détention.

b) Mission d'observation judiciaire de Maître SENHOR sur le procès des membres de la Ligue Algérienne des Droits de l'Homme.

c) Mission d'observation judiciaire de Maître COCHE, avocat au Barreau de PARIS, sur le procès dit des benbellistes

d) Mission du docteur BOUVIER, sur les conditions de détention des prisonniers politiques au pénitencier de LAMBESE

e) Mission d'observation judiciaire de Maître SUTER, avocat au Barreau de PARIS, au procès BOUCHELIL, militant berbère.

## MARTINIQUE :

a) Mission d'enquête de Maître FAGARD, sur les conditions de détention de personnes poursuivies pour atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat interrompu par l'expulsion de Maître FAGARD au bout de trois jours.

b) Mission d'observation judiciaire de Maître FAGARD, pour procès des personnes faisant l'objet de la première mission

3° - GABON : Mission de Michel BLUM et Daniel JACOBY au BONGO, afin d'obtenir la libération de tous les prisonniers gabonnais : mission couronnée d'un total succès.

4° - MAROC :

a) Mission d'enquête de Maître Thierry MIGNON, avocat au PARIS et du docteur LABURTHER, sur les conditions de détention des prisonniers politiques marocains.

b) Mission de Maître ROSTOKER, et du docteur MINKOWSKI sur conditions de détention des prisonniers politiques marocain

c) Mission de Jean-Claude FOUQUE, Magistrat, Secrétaire Général adjoint, pour rencontrer au GABON à l'initiative du Président une délégation marocaine aux fêtes de l'indépendance afin de la voie à une médiation de la F.I.D.H. concernant le sort et la situation des prisonniers politiques marocains.

5° - ETHIOPIE : Mission de Christian ROSTOKER sur la situation des prisonniers politiques détenus en ETHIOPIE.

6° - CONGO BRAZAVILLE : Mission d'observation judiciaire Barreau de PARIS, (procès N'DALA) CHOUKROL

7° - BURKINA : Mission d'enquête du professeur MAILLE

## E :

d'observation judiciaire de Maître SIDEM-BOULAIN, sur le procès coopération avec la Ligue tunisienne

de Maître SIDEM-BOULAIN sur les procès du R.S.P., et du M.P.I. on avec la Ligue Tunisienne.

d'enquête de Patrick BAUDOUIN, secrétaire général adjoint, mission syndicale

de Maître CHARRIERE-BOURNAZEL sur la répression syndicale et ALI.

Tentative de mission de Monsieur Jean Paul COLLON, ent du Tribunal de Grande Instance de CRETEIL pour procès DCHISEKEDI et MULULE : visa non obtenu. tion des deux prévenus.

E : Mission d'observation judiciaire de Maître ANTHONY cat au Barreau de LONDRES.

tentative de mission de Maître William BOURDON, avocat de PARIS, pour assister à une enquête sur la situation des politiques : Refus de visa.

Mission d'enquête de Maître BAUDELOT, avocat au Barreau de sort et la situation des IOI ressortissants maliens charter par le gouvernement français.

AN : Mission d'enquête de Maître MONCORGE, avocat au PARIS, et du docteur BREMONT, docteur en médecine, tion des réfugiés politiques éthiopiens.

AFRIQUE : Mission d'observation judiciaire de Maître SENHOR irreau de PARIS (procès BOCASSA).

## D - ASIE :

1° - LIBAN : Mission de Michel BLUM et Patrick BAUDOUIN, en coopération avec la Ligue Libanaise des Droits de l'Homme pour tenter d'obtenir la libération des otages retenus au LIBAN, et en IRAK.

2° - MALAISIE et THAILANDE : Mission d'enquête générale d'Alain FEDER avocat au Barreau de PARIS, sur la situation des droits de l'homme dans ces pays.

3° - AFGHANISTAN : Mission de Mike BARRY, ethnologue, Isabelle DELLOYS cinéaste écrivain, Jonn LAGERFELT, médecin suédois, TERRENOIRE, sociologue française, et TOGHONI, médecin italien, sur les personnes déplacées en AFGHANISTAN.

4° - IRAK : Enquête sur la situation des otages chiites détenus en IRAK et présentée aux NATIONS UNIES par Yves LAURIN, secrétaire général adjoint.

5° - ISRAEL : Mission d'observation judiciaire de Maître MONCORGE, avocat au Barreau de PARIS, sur l'affaire HANIYE, journaliste palestinien.

## E - OCEANIE :

Nouvelle-Calédonie : Mission d'observation judiciaire de Maître BEAUTHIER, avocat au Barreau de BRUXELLES, sur l'affaire NEMOUARE Sylvestre, devant la Cour d'Assises de NOUMEA.



Tresorière

Danielle PETIT

Secrétaire administrative

Lucienne COHEN HADRIA

Le Congrès a également décidé de l'affiliation à la F.I.D.H. des organisations suivantes :

Comité des Droits de l'Homme de la République Dominicaine  
Ligue Iranienne des Droits de l'Homme (En exil)  
Ligue Mauritanienne des Droits de l'Homme  
Ligue Polonaise des Droits de l'Homme  
National council for civil liberties (N.C.C.L.) Royaume Uni  
Ligue Algérienne des Droits de l'Homme

Ces affiliations portent à 36 le nombre des organisations nationales affiliées à la FEDERATION INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME

VALLADOLID, 1e 7 décembre 1986

COMMUNIQUE DE PRESSE

LA LIGUE POLONAISE DES DROITS DE L'HOMME INTERDITE PAR LES AUTORITES POLONAISES.

La FEDERATION INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME a été avertie par courrier, daté du 20-11-86, émanant des responsables de la Ligue Polonaise des droits de l'Homme à STETTIN, que les autorités polonaises ont interdit les activités de la Ligue par décision du 7-11-86.

Cette décision précise qu'en Pologne :

" les organes de l'Etat sont les seuls à avoir le droit légal et exclusif de garantir les droits constitutionnels des citoyens."

La L.P.D.H. a déposée une demande de précisions complémentaires et se réserve de faire appel de la décision au moment opportun.

Rappelons que la L.P.D.H. avait déposée le 27-10-1986 ses statuts au bureau préfectoral de STETTIN et, qu'à la même date elle a demandée son affiliation à la F.I.D.H.

Cette dernière se prononcera lors de son prochain Congrès le 5 et 6 décembre en Espagne. Elle a la ferme intention de défendre l'indépendance et l'existence de la L.P.D.H. par tous les moyens à sa disposition.

La FEDERATION INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME fait appel à tous ceux qui souhaitent l'assister dans ce combat en leur demandant de lui écrire à : F.I.D.H. (Opération L.P.D.H.), 27, rue Jean-Dolent 75014 PARIS.

Fait à Paris le 26-11-1986.